

Aggravation des blocus ferroviaires;

**LE GOUVERNEMENT TRUDEAU DOIT CESSER DE PELLETER LE PROBLÈME
ET PRENDRE ENFIN SES RESPONSABILITÉS**

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 25 février 2020 – Tel que le craignait le Bloc Québécois, le démantèlement des barricades érigées à Tyendinaga, en Ontario, le 24 février dernier, n'a pas eu les effets escomptés, puisque de nouveaux blocages s'en sont ensuivis à Kahnawake et Kanesatake. La formation politique de Yves-François Blanchet a donc poursuivi son offensive à la Chambre des communes pour exiger du gouvernement fédéral qu'il prenne ses responsabilités à titre de fiduciaire des Premières Nations, et ce, en vertu de la constitution qu'il nous a non seulement imposée, mais également à elles, de telle sorte de mettre un terme à cette crise qui perdure et dont les conséquences, sur l'économie et la population, ne cessent de s'accroître.

C'est dans ce contexte que le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a de nouveau pris la parole en Chambre à l'occasion de la période de questions: «Vendredi, quand le premier ministre a pelleté le problème des blocus ferroviaires dans la cour du Québec et des provinces, François Legault lui a demandé le strict minimum, c'est-à-dire de coordonner la levée des barricades avec les provinces. Visiblement, encore une fois, Québec n'a pas été entendu par Ottawa. Le blocus est levé en Ontario, mais la crise s'amplifie chez nous. Est-ce que le premier ministre réalise que son manque de leadership jette de l'huile sur le feu à Kahnawake? Que va-t-il faire pour enfin régler cette crise?», de s'impatienter M. Bergeron.

«Jusqu'ici, faut-il le rappeler, seul le Bloc Québécois a présenté des propositions concrètes pour mettre rapidement, pacifiquement et durablement un terme à cette crise: retrait complet et vérifiable de la GRC du territoire des Wet'suwet'en; suspension temporaire du projet de pipeline *Coastal Gaslink*; nomination d'un médiateur indépendant. Le gouvernement minoritaire de Justin Trudeau devrait s'inspirer de ces propositions au lieu de procrastiner et de favoriser ainsi le pourrissement et l'aggravation continue de cette situation toujours plus intolérable au fur et à mesure que les jours passent», de conclure Stéphane Bergeron.

– 30 –

Source: Pascale Guilbault, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ pascale.guilbault.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)